

ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ FISCALE ET DES FLUX FINANCIERS ILLICITES EN AFRIQUE DU SUD

Ce rapport conjoint entre l'OCDE et le Trésor national d'Afrique du Sud analyse les flux financiers illicites (FFI) en Afrique du Sud et examine les efforts déployés pour les combattre. À l'aide de nouvelles données anonymisées échangées dans le cadre de la Norme commune de déclaration (NCD/CRS) et des informations recueillies dans le cadre des programmes de divulgation volontaire de l'Afrique du Sud, l'étude quantifie l'ampleur des avoirs non conformes à l'impôt détenus à l'étranger par les Sud-Africains, et donne un nouvel éclairage sur les réactions des contribuables en réponse aux initiatives mondiales et nationales en matière de transparence fiscale. Les FFI sont définis comme des flux transfrontaliers dont l'origine, le transfert ou l'utilisation sont illégaux.

Les FFI sont néfastes pour les pays en développement

Les FFI représentent un défi majeur pour les pays en développement et les pays émergents, car ils nuisent aux efforts de mobilisation des ressources nationales. Les FFI érodent les recettes publiques dont les pays ont besoin pour investir dans leur développement social et économique. Outre leurs effets néfastes sur les recettes publiques, les FFI peuvent éroder la base d'investissement des pays, réduisant ainsi leur capacité à investir dans leurs économies et leurs sociétés, et ébranler la confiance du public dans l'intégrité du système fiscal.

Les FFI en Afrique du Sud sont considérables

En Afrique du Sud, les FFI continuent de représenter un défi important et ont une longue histoire. **L'étude estime qu'entre 3,5 et 5 milliards d'USD de FFI quittent le pays chaque année, ce qui représente environ 1 à 1,5 % du PIB sud-africain.** Cette estimation est dérivée des estimations de 40 à 54 milliards USD d'actifs sud-africains non déclarés détenus dans les centres financiers internationaux (CFI) en 2018. Si l'expansion de l'échange d'informations entre les gouvernements a incité certains contribuables à déclarer leur patrimoine pour la première fois, les montants déclarés sont faibles par rapport à l'importance des FFI estimés.

Les FFI sont importants pour l'Afrique du Sud et pour l'ensemble des pays en développement

Les FFI sont particulièrement nuisibles en Afrique du Sud en raison des importants défis budgétaires auxquels le pays est confronté. La faible croissance, l'augmentation des niveaux d'endettement et les défis socio-économiques tels que les taux élevés de pauvreté et de chômage ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19. La réalisation des Objectifs

de développement durable (ODD) d'ici 2030 exigera la mobilisation de ressources nationales pour financer les dépenses publiques. Dans ce contexte, des efforts plus efficaces pour réduire les FFI et lutter contre l'évasion fiscale seront nécessaires dans le cadre de la stratégie fiscale globale de l'Afrique du Sud. Ces tendances sont susceptibles d'être similaires pour l'ensemble des pays en développement.

Les FFI sont mal compris et doivent être mieux mesurés

Malgré l'impact négatif des FFI, ils sont encore mal compris et mesurés. Les FFI, qui sont par nature secrets et donc difficiles à mesurer, sont souvent définis de manière trop vague. Des études antérieures se sont concentrées sur les erreurs et les omissions dans les statistiques macroéconomiques mondiales, ce qui risque de confondre les erreurs de mesure avec les FFI, conduisant à des estimations biaisées et élargies. Au lieu de cela, cette étude adopte une approche novatrice qui repose sur les données des NCD/CRS, qui constituent une nouvelle source de données plus granulaire et spécifique au pays pour estimer les FFI.

Les FFI peuvent être combattus plus efficacement

Des progrès ont été réalisés dans la lutte contre la fraude fiscale, mais il reste encore beaucoup à faire pour mieux la comprendre et y remédier. L'amélioration des capacités analytiques des autorités fiscales afin de mieux utiliser les NCD/CRS et les données fiscales est une priorité essentielle. Il est nécessaire de renforcer les efforts d'analyse et d'application, d'améliorer le partage des données et la collaboration entre les autorités compétentes. Il convient également d'accroître l'utilisation des conventions existantes pour l'échange de renseignements avec les CFI. L'OCDE peut aider les pays en développement dans leurs efforts pour lutter contre la fraude fiscale à l'avenir par le biais d'études analytiques similaires et d'initiatives de renforcement des capacités telles que l'initiative des Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF), ainsi que par la mise en œuvre généralisée du cadre de l'OCDE intitulé *Lutte contre la délinquance fiscale - Les dix principes mondiaux*.

Pour plus d'information:

 <https://oe.cd/iffs-south-africa>

 ctp.contact@oecd.org

 @OECDtax

 OECD Tax